

La violence scolaire n'est pas celle que l'on croit

Une récente enquête sur le climat de malaise au sein de l'enseignement montre une nette dégradation et met en cause les politiques menées ces dernières années. P. 6

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

La violence scolaire, pas celle que l'on croit

ÉDUCATION La nouvelle enquête sur le climat scolaire menée pour l'Autonome de solidarité laïque montre une nette dégradation... et bat en brèche certains préjugés.

La violence à l'école n'est pas forcément celle dont on nous parle à longueur de déclarations gouvernementales. Tel est le principal enseignement de la grande enquête sur le climat scolaire dans l'enseignement secondaire, publiée juste avant les vacances de la Toussaint et réalisée, pour le compte de l'Autonome de solidarité laïque, par les chercheurs Éric Debarbieux et Benjamin Moignard (lire notre entretien ci-contre). Certains en seront surpris :

des phénomènes comme la violence des élèves en milieu populaire ou les atteintes à la laïcité, scrutés de près par les autorités et très médiatisés, sont certes présents, mais ils ne se situent pas au cœur du réel malaise que cette enquête documente. La vraie source de celui-ci ? Les politiques scolaires menées ces dernières années et, partant, le système scolaire lui-même.

UNE BONNE ENTENTE AVEC LES ÉLÈVES

Le premier constat est sans appel : parmi les près de



9 000 personnels de toutes catégories qui ont participé à l'enquête, plus d'un sur deux se déclare insatisfait (34,1 % « *plutôt pas* » et 16,6 % « *pas du tout* » satisfaits, soit 50,7 % au total) du climat scolaire dans son établissement. L'évolution par rapport à la précédente enquête, réalisée en 2013, est spectaculaire : voilà dix ans, ils et elles étaient « seulement » 37,8 % à se dire insatisfaits, soit une dégradation de près de 13 points. L'insatisfaction est plus forte dans les collèges

Image non disponible. Restriction de l'éditeur

Le 18 octobre, à Paris. Manifestation contre la réforme de la voie professionnelle, lancée par Emmanuel Macron. ALAIN JOCARD/AFP

(54 %) et les lycées professionnels (56 %) que dans les lycées généraux et technologiques (41 %) : difficile de ne pas faire le lien avec le tri, scolaire et social, opéré à la fin de la 3^e. Le phénomène est encore plus spectaculaire quand on s'intéresse au rapport que les personnels entretiennent avec leur métier. Ils sont 55,2 % à se déclarer aujourd'hui insatisfaits de leur métier, contre 31,1 % en 2013 (+ 24,1 %), et 51,3 % envisagent de le quitter contre 30 % en 2013 (+ 21,3 %). Une évolution que les auteurs de l'enquête qualifient d'« *effondrement* », et qui montre un lien évident avec la désormais fameuse pénurie d'ensei-

gnants à laquelle l'éducation nationale est confrontée.

La surprise vient des causes de cette profonde dégradation. La violence physique ? Elle recule, de 95,2 % des personnels n'ayant jamais été frappés dans l'exercice de leur métier en 2013 à 98 % aujourd'hui. La violence verbale ? Elle recule aussi : 42,3 % des répondants déclaraient avoir été injuriés en 2013, contre 40,2 % en 2022. Les violences avec armes ? Elles sont – heureusement – rarissimes, avec 0,4 % de réponses. Des faits



inversement proportionnels à leur traitement médiatique et qui, notent les auteurs, rendent « *totalemment caducs les fantasmes de détecteurs de métaux et de fouilles des cartables* », mais exigent « *une prise en charge psychologique efficace des victimes* ». Comme pour l'appréciation globale portée sur le climat scolaire, les marqueurs sociaux sont présents : on est moins exposé aux violences en lycée général qu'en lycée pro et au collège ; à l'inverse, le risque est plus présent pour les personnels non enseignants (vie scolaire notamment), les enseignants en classes spécialisées et ceux qui exercent en éducation prioritaire. « *La sociologie de la violence est – et reste – une sociologie de l'exclusion* », rappellent les auteurs.

L'enquête prend à rebours le traitement médiatico-politique du climat scolaire sur un autre point majeur : la relation entre les personnels et les élèves. Loin d'être mauvaise et de se détériorer, elle reste bonne et s'améliore même un peu entre les deux enquêtes. En 2022, huit répondants sur dix (80,1 %) la jugent bonne ou plutôt bonne : ils étaient 78,2 % en 2013. Ils sont aussi 84,5 % aujourd'hui à se sentir « *respectés par les élèves* ». L'enquête s'est aussi intéressée à la problématique de la laïcité. Sans surprise, 53 % des répondants estiment celle-ci « *menacée* ». Mais les auteurs soulignent un lien étroit entre ce ressenti et celui, global, sur le climat scolaire et jugent que « *les craintes à l'égard de la laïcité s'insèrent dans une appréhension plus négative du métier en général* ».

« MALAISE DANS L'ORGANISATION »

La révélation de cette enquête et le principal changement entre 2013 et 2022, c'est que la dégradation du climat scolaire est aujourd'hui due « *à un véritable effondrement de la qualité des relations entre adultes, en lien avec une remise en cause très forte des hiérarchies* ». Ainsi, 78 % des répondants ne se sentent pas respectés par leur hiérarchie hors établissement (inspections, rectorats, ministère). Autre critère : quand l'ancien ministre, Jean-Michel Blanquer, se vantait d'avoir le soutien de l'écrasante majorité de la profession, l'enquête révèle que seulement... 7 % des enseignants approuvent ses réformes du bac et du lycée. En revanche, une forte minorité des personnels de direction les approuve (45,6 % pour celle du bac et 44 % pour celle du lycée), ce qui montre à la fois une défiance pour le moins inattendue de la part de ceux-là mêmes qui étaient chargés de mettre en œuvre ces réformes, et une très forte différence d'appréciation avec les enseignants, source éventuelle de conflits.

Et c'est bien ce que montre la suite de l'enquête : 48 % des répondants (contre 34 % en 2013) soulignent « *une relation dégradée* » avec les personnels de direction. Ce n'est pas le seul symptôme qui conduit les auteurs à constater « *un immense malaise dans l'organisation*

scolaire ». Ainsi, 40,5 % des répondants (33,6 % en 2013) jugent les équipes « *peu ou pas solidaires* » et 55,2 % (44 % en 2013) ont le sentiment que la discipline est mal appliquée dans leur établissement. Enfin, près d'un tiers (30,6 %, contre 18,3 % en 2013) se sent rejeté et un sur cinq (19,9 %) s'estime victime de harcèlement : un quasiment doublement par rapport à 2013, où ils étaient 10,8 % dans ce cas. « *La perte de sens liée à des réformes mal comprises et malmenantes a placé les cadres de terrain dans des situations très difficiles à gérer. Le scepticisme et la souffrance au travail en ont été multipliés* », concluent les auteurs. Secrétaire générale du Snés-FSU, Sophie Vénétitay se dit « *peu surprise* » de ces résultats, son syndicat dénonçant de longue date « *les conditions de travail et de rémunération, la perte de sens du métier et les logiques de néomanagement à l'œuvre dans les réformes déployées depuis dix ans* ». Et elle s'inquiète : « *Il y a urgence à avancer sur les salaires, sur les effectifs en classe, car nous ne voulons pas revivre une rentrée sous le signe de la pénurie. Mais quand on en parle au ministre, on n'a pas de réponse...* »

OLIVIER CHARTRAIN

**Principal
changement :
« l'effondrement
de la qualité
des relations
entre adultes ».**

